

# Le retour du bwana ?

Tribune – Tribune libre – Ndimby A. – 16/11/09

Certains médias nous ont donc appris à la fin de la semaine dernière que Monsieur Andry Rajoelina s'était adjoint les services d'un conseiller technique français, afin de l'aider à résoudre les blocages dans la formation du Gouvernement Mangalaza. Je ne sais pas si cela est vrai, mais en tous cas, cela ne serait guère étonnant. Après avoir usé de tous les artifices pour écarter le Président Ravalomanana, jugé pas assez malléable et pas assez francophile (qualités, si qualités il y a, que l'Hexagone verra sans aucun doute beaucoup plus chez l'actuel Président de la transition - PT), voilà donc que la *pieuvre made in France* tape l'incruste dans les coulisses de l'Etat malgache. Verra-t-on revenir des ministres et des hauts fonctionnaires français pure souche dans le Gouvernement malgache, comme lors de la Première République ? S'il n'en tenait qu'à Rajoelina, les Lechat ou autre Bocchino auraient-ils encore beaucoup d'indignes successeurs dans la Grande Ile ?

Même si je doute qu'avec son jeune âge, l'ancien Maire d'Antananarivo ait dû ânonner comme nos parents et grands-parents ce fameux livre qui leur faisait dire : « nos ancêtres les gaulois », il y a un fait qui ne souffre d'aucune contestation. L'ex-DJ aime la France et les français, et l'Hexagone le lui rend bien. Paris sait toujours se montrer gratifiant et attentif pour ceux qui montrent fidélité, voire allégeance à la France. C'était valable pour les Tsiranana, les Bongo, les Sekou Touré, les Bokassa et les autres. Quant au sort des réfractaires qui montrent un peu trop d'esprit rebelle envers Paris, le cas de Ravalomanana est une belle illustration.

## L'indigène et le vazaha

Celui qui est devenu par la force d'une mutinerie le PT de Madagascar a, dès le début, cherché le soutien de la part de l'Elysée ou du Quai d'Orsay, dont il fréquente avec assiduité les conseillers à chacun de ses passages dans l'Hexagone. Depuis Janvier, on a vraiment vu n'importe quoi, pourvu que ce soit blanc. Rappelons encore une fois les mots stupides de ce Patrick Giovannoni, obscur président d'un non moins obscur Parti républicain chrétien français, et qui affirmait sans rire en Mai 2009 : « *Andry Rajoelina, malgré son jeune âge, est sans aucun doute l'homme de la situation. Il est l'homme que Dieu a choisi pour protéger Madagascar. Il est droit, persévérant et déterminé à honorer la confiance que lui a témoignée la population* ». *No comment* sur les élucubrations mentales de ce missionnaire des temps modernes, qui tente de convaincre de la pertinence de sa position.

On se souvient que peu après le coup d'Etat, le cabinet français Drake & Bart avait été recruté (apparemment sans appel d'offres public) pour re-étudier les grands contrats miniers. Puis, on a vu des conseillers techniques français servir de *sherpa* à Monsieur Rajoelina durant toute la crise, tant durant ses voyages à l'extérieur que sur place. Le supposé francophobe Ravalomanana parti, on ne sait si c'est le loup ou le goupil qui est maintenant dans la bergerie. Mais dans tous les cas, c'est la secte des *bwana*, venus apprendre à l'indigène comment bien servir docilement la France. L'objectif reste celui de Gallieni et des pacificateurs de 1947, seul le nombre de morts et de victimes, ainsi que la méthode, étant différents. Et quand l'indigène aura bien collaboré et satisfait le *vazaha*, il aura l'espoir de devenir un jour membre de la Légion d'honneur.

Mais il n'y a pas que les conseillers occultes ou les pseudo-évangélistes français qui font les yeux doux à Rajoelina. On se souvient que Jean-Marc Châtaignier fut le premier diplomate à se précipiter pour aller faire des *salamalecs* à Ambohitsirohitra, quelques jours après qu'une attaque militaire ait permis au leader du mouvement insurrectionnel d'en prendre possession en Mars. Et pour boucler la boucle, c'est toujours cet Ambassadeur, envoyé par sa hiérarchie pour bien marquer le territoire dès la réussite du putsch militaire-civil, qui est le premier à présenter ses lettres de créance au PT, après l'Accord d'Addis-Abeba. Pourquoi diantre cet empressement châtaignesque envers Rajoelina ?

A un niveau supérieur de la République Française, on découvre également qu'on peut être un député démocratiquement élu d'un pays réputé démocratique, et raconter quand même des âneries. Lors de la traditionnelle séance de questions-réponses au gouvernement le 28 Octobre 2009, Jean-François Mancel, parlementaire français UMP (qui a été invité à Madagascar en Septembre) a fait l'intervention suivante : « *Le président Rajoelina, très courageusement, en prenant en considération l'intérêt supérieur de son pays, a*

décidé d'accepter ces conditions et est prêt à signer un accord. (...). Je souhaiterais donc, Monsieur le ministre que vous nous disiez, compte tenu de l'amitié qui nous lie à Madagascar, et compte tenu de l'importante communauté française et franco-malgache qui réside là-bas et en France, ce que pense faire la France pour précipiter la signature de cet accord ». Je passe au lecteur le reste de son intervention, clairement pro-HAT (Haute autorité de la Transition). Pour un peu, il aurait mis un bonnet orange et fait le signe V de reconnaissance de l'écrevisse marbrée.

Cependant, pour ceux qui aiment interpréter les circonvolutions de la communauté internationale depuis le début de la crise, le petit cinéma sous forme de ballet bien préparé entre Messieurs Mancel et Joyandet (le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie qui lui a répondu) ce jour-là, était le signe que la France allait faire en sorte qu'un accord soit signé à Addis-Abeba quelques jours plus tard. Quant au contenu de la question du *bwana* Mancel, il n'est même pas utile de la commenter. D'ailleurs, une simple recherche sur Google permet de constater que le parlementaire est souvent actif dans cette belle contrée qu'est la Françafrique pour y protéger les chouchous de Paris, comme Denis Sassou Nguesso, réélu en Juillet 2009 avec près de 80% des voix après 25 ans de pouvoir.

Depuis le début de cette crise 2009, qui à 8 semaines près deviendra la crise 2010, il y a toute une chaîne de questions qui restent sans réponse au sujet du rôle de la France. Pourquoi Ravalomanana a-t-il fait pression pour faire partir l'ambassadeur de France Gildas le Lidec [1], soupçonné de favoriser les troubles partout où il passait ? Notons quand même pour la petite histoire que six mois après son départ, la crise a éclaté : simple hasard de calendrier, comme à Abidjan et Kinshasa ? Ravalomanana avait-il eu vent de certaines informations sur ce qui se préparait, car il n'y a que les naïfs pour croire que la vague qui a commencé en Janvier était un mouvement spontané ? De même, quelles sont les véritables raisons qui ont entraîné l'expulsion de quatre français par le Gouvernement Rabemananjara en Février : y a-t-il eu là aussi des informations non rendues publiques ? Pourquoi la France (en tant que territoire) servait-elle de base arrière bien regardante à l'opposition à Marc Ravalomanana de 2002 à 2009 ? Pourquoi Didier Ratsiraka bénéficiait-il d'avions de la République française pour se rendre aux réunions du Groupe international de contact ? Sans oublier l'empressement de la France à soustraire Andry Rajoelina des griffes de l'Emmo-Nat en Mars.

### **Si Zanzibar n'existait pas...**

La Françafrique existe-t-elle ? Certains semblent en douter. Nous invitons les lecteurs qui s'intéressent à la question à relire notre édito publié peu après la mort d'Omar Bongo. Concernant l'activisme de l'Ambassadeur Châtaignier et des autres personnalités de la clique des *bwana* qui tentent d'assurer un retour gagnant de la France après sa relative éclipse durant le régime Ravalomanana, on ne peut sincèrement leur en vouloir. Chacun veille légitimement à assurer l'intérêt supérieur de sa nation (ISN). Il est normal que les bons Français pensent aux intérêts de la France. Par contre, honte et malédiction pour les Gasy qui préfèrent brader ceux de Madagascar au profit d'intérêts étrangers, non seulement en se déculottant devant eux, mais en plus en fournissant la vaseline.

Un excellent article d'un blog ivoirien explique comment Ravalomanana a perdu le pouvoir en quatre étapes, dont ... deux concernent la France ! J'ai toujours été estomaqué en voyant les réactions de certains Malgaches sur les forums, affirmant que « *la Françafrique était la meilleure solution pour les Malgaches* », souhaitant « *un rattachement de Madagascar comme DOM ou comme TOM* » [2], ou insinuant que « *Madagascar se serait mieux porté si elle était restée une colonie française* ». Toutes ces affirmations sont des injures au sang versé par ceux qui sont morts pour que Madagascar recouvre l'Indépendance. Rappelons qu'au-delà de toutes les supputations et fantasmes sur l'importance géopolitique de notre pays, eu égard à sa position stratégique et à l'importance de ses ressources naturelles, il y a dans la Grande Ile une communauté de 20.000 français et 700 entreprises françaises.

Je me pose souvent la question suivante : s'il eût absolument fallu que Madagascar connaisse le malheur de la colonisation, les choses auraient-elles été différentes si la domination avait été britannique plutôt que française ? La réponse à cette question ferait un beau débat. Pour ma part, je pense que oui, car l'approche coloniale des deux pays était très différente. On peut donc raisonnablement regretter que le Royaume-Uni ait choisi en 1890 d'abandonner Madagascar à la France, en échange de Zanzibar. Si les Britanniques tentaient d'*inculturer* leur domination en maintenant l'essentiel des structures sociales du pays colonisé (ou mis sous protectorat), la France rasait tout pour tenter de transformer l'indigène en Français de couleur. Avant de s'étonner un siècle plus tard que l'indigène ait quitté son pays pour coloniser à son tour ses banlieues. Mais bon, c'est une autre histoire.

Parlant justement de la situation des anciennes colonies, le Rapport mondial sur le développement humain 2009 (calculé sur des données de 2007) fait apparaître que sur les 20 derniers pays du classement en matière de développement humain, 45% sont des anciennes colonies françaises, 15% des anciennes colonies portugaises, 10% des anciennes colonies britanniques, et 10% également des anciennes colonies belges. Nous laissons le soin au lecteur de tirer en silence sa propre conclusion.

Car il n'est pas trop bon, ni pour la sérénité (cf. Ravalomanana), ni pour la santé, de mécontenter la France. Quand celle-ci se fâche, sous ses allures de dame respectable, patrie de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et dont les discours grandiloquents des dirigeants feraient croire que le Christ s'est de nouveau réincarné, la France n'hésite pas à envoyer ses agents secrets faire les basses besognes, comme en Nouvelle Zélande en 1985. Mais pour deux faux-époux Turenge attrapés, jugés et condamnés pour meurtre, combien de voyous ayant trempé dans de mauvais coups en Afrique au nom de la République française ont-ils été révélés au public ? Toutefois, pointer du doigt les manigances de la politique africaine de la France n'est pas une excuse pour que nous nous dédouanions de nos responsabilités. Il serait trop facile de rechercher chez l'autre la source de ses propres turpitudes, même si le Malgache aime rechercher un bouc émissaire. Ce sont les Malgaches qui ont accepté de servir bêtement d'outil pour remplir les places publiques. Ce sont les politiciens malgaches qui ont accepté d'être manipulés. Ce sont les Malgaches qui ont accepté d'être sacrifiés en connaissance de cause à Ambohitsirohitra. Et ce sont les Malgaches qui ont perdu des emplois. Ce sont donc eux qui doivent se remettre en question.

### Notes

[1] Gildas Le Lidec vient d'être nommé il y a quelques jours Ambassadeur en Thaïlande.

[2] Département d'outremer / Territoire d'outremer

<http://www.madagascar-tribune.com/Le-retour-du-bwana,13064.html>